

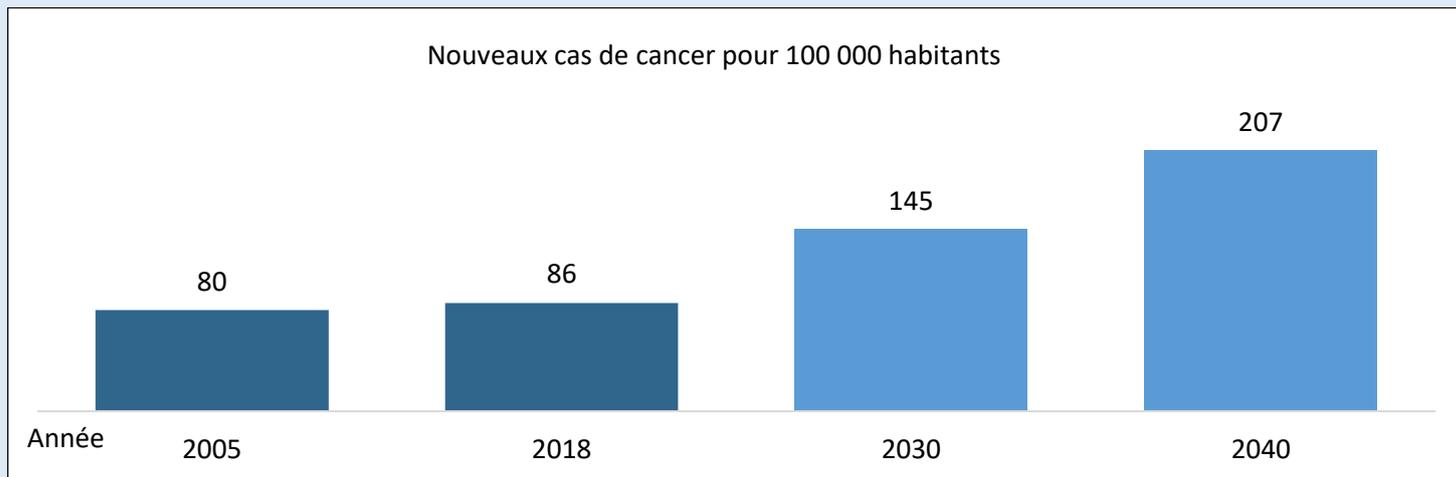


KOWEIT

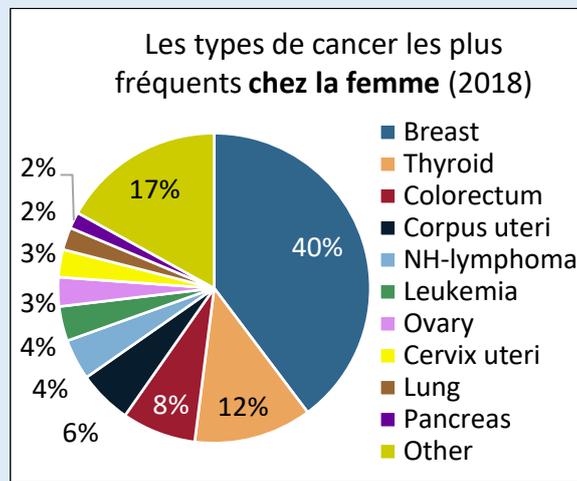
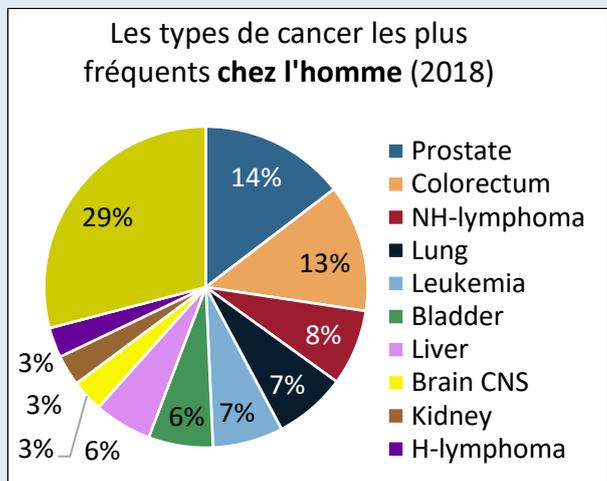
Population : 4,2 millions
 PIB par habitant : 32 373 USD
 Espérance de vie : 75,3 ans
 Dépenses totales de santé :
 5,0 % du PIB
 (2018)

Épidémiologie du cancer

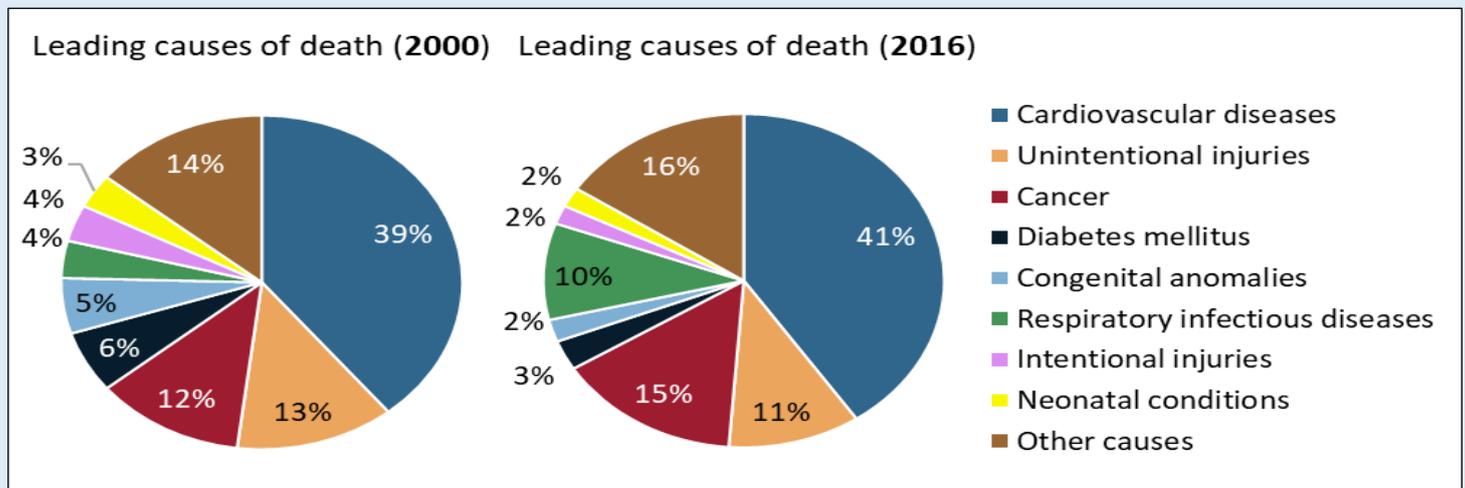
- Le nombre de cas de cancer nouvellement diagnostiqués (incidence) a augmenté et devrait encore augmenter au cours des prochaines décennies.



- De nombreux types de cancers sont diagnostiqués chez les hommes et les femmes.



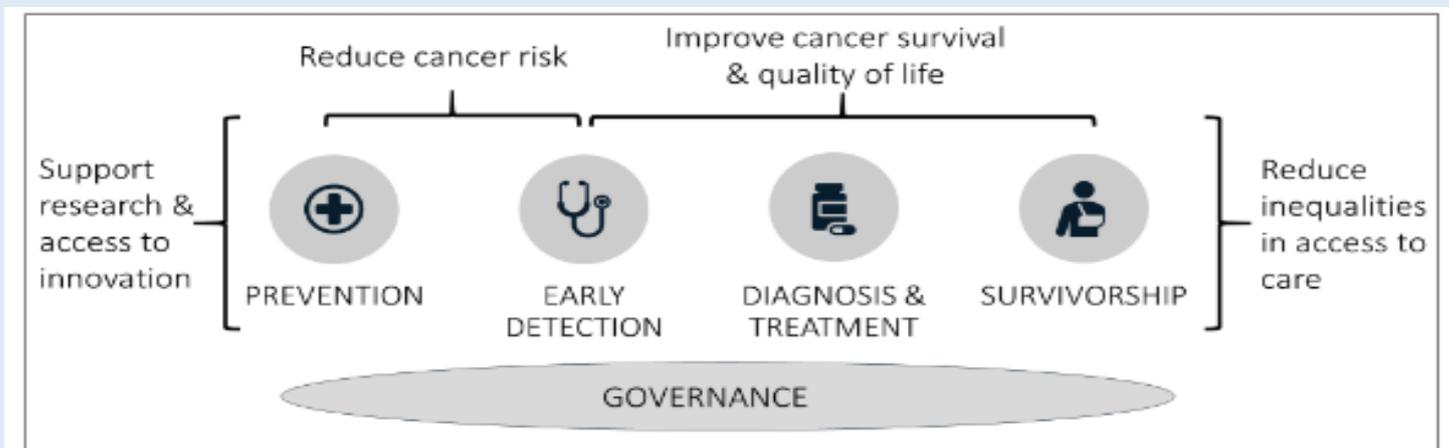
- Le cancer devient progressivement l'une des principales causes de décès.



Fardeau économique du cancer

- **Les Coûts directs** au sein du système de santé : 48 USD par habitant en 2018 ($\approx 2,8\%$ des dépenses totales de santé)
- **Les Coûts indirects** des pertes de productivité (décès prématuré, congé maladie, retraite anticipée) : 11 USD par habitant en 2018
- **Les Coûts des soins informels** : non quantifiables

Domaines de lutte contre le cancer et objectifs généraux



Recommandations pour améliorer les soins en cancérologie

Les principales étapes pour améliorer les soins contre le cancer :

1. **Mesurer et comprendre** l'ampleur et l'évolution de la charge de morbidité du cancer
2. **Planifier, coordonner et mettre** en œuvre des actions – financières et non financières – pour lutter contre le cancer
3. **Suivre et évaluer** les actions de lutte contre le cancer

Gouvernance des soins contre le cancer

- Le dernier plan de lutte contre le cancer pour 2013-2018 a été élaboré par le ministère de la Santé en collaboration avec le CKCC. Ce dernier, en tant que seul prestataire de traitement contre le cancer dans le

pays, était responsable de sa mise en œuvre. Il n'y avait pas de plan de financement dédié pour toutes les actions prévues et une évaluation du plan cancer après sa conclusion n'a pas été publiée publiquement. Une évaluation approfondie du plan serait nécessaire pour en tirer des conclusions. Ensuite, la mise en place d'un nouveau plan cancer doit être une priorité.

Organisation et financement des soins de santé et des soins contre le cancer

- Les dépenses publiques de santé dépassent 4 % du PIB et sont presque conformes à l'objectif informel de dépenses de l'OMS de 5 % du PIB. Des dépenses supplémentaires doivent être consacrées à des mesures rentables pour améliorer la qualité des soins. Une analyse plus approfondie des dépenses de santé par catégorie de maladie pourrait aider le ministère de la Santé à évaluer les priorités dans son budget de santé.
- Tous les citoyens locaux sont couverts par une assurance maladie, tandis que les expatriés doivent obtenir une assurance maladie publique ou privée. Le forfait de soins minimum couvert par les différents régimes d'assurance pour les expatriés pourrait être augmenté pour l'aligner davantage sur celui disponible pour les citoyens locaux.
- Les expatriés peuvent être tenus d'être physiquement sur leur lieu de travail et éprouvent des difficultés à s'absenter pour un traitement contre le cancer. Des modalités de travail plus flexibles permettant aux expatriés de bénéficier de leur traitement pendant les heures normales de travail pourraient être envisagées.

Enregistrement du cancer

- Il est important de continuer à améliorer l'enregistrement du cancer et son analyse dans le registre national du cancer. Les rapports annuels sur le cancer du CKCC devraient être rendus publics.
- La fourniture d'estimations de survie basées sur le registre national doit être prioritaire. Cela devrait aider à surveiller la qualité des soins.

Prévention

- La lutte contre la consommation de tabac doit être renforcée. L'implantation récente de cliniques d'abandon du tabac dans toutes les régions est un pas dans la bonne direction. Les limites d'âge existantes pour l'achat de tabac doivent être appliquées. Les interdictions partielles de fumer existantes dans les lieux publics intérieurs doivent également être étendues et appliquées. Les droits d'accise sur les cigarettes pourraient encore être augmentés.
- L'obésité doit être traitée. Les campagnes médiatiques existantes du ministère de la Santé pour sensibiliser le public n'atteignent pas suffisamment de personnes. Le partenariat avec les ONG et l'utilisation des médias sociaux pourraient être des moyens d'accroître la portée. Des mesures doivent être prises pour encourager le changement des habitudes alimentaires loin d'un régime occidental avec de la restauration rapide. Des droits d'accise sur les boissons sucrées pourraient être introduits. Les moyens d'augmenter l'activité physique doivent également être encouragés.
- Une stratégie de déploiement d'un programme de vaccination contre le VPH chez les enfants pourrait être envisagée, car le cancer du col de l'utérus étant le huitième type de cancer le plus fréquent chez la femme.

Détection précoce

- La littératie en santé de la population générale sur les premiers symptômes du cancer doit être améliorée.
- La séparation des activités de dépistage du cancer du sein dans les polycliniques et des activités de traitement au CKCC fonctionne bien. Les futurs programmes de dépistage doivent suivre cet exemple de séparation des compétences.
- Des façons d'améliorer le faible taux de participation au programme de dépistage du cancer du sein doivent être explorées.
- L'introduction d'un programme organisé de dépistage du cancer du col de l'utérus est prévue, mais son rapport coût-efficacité devrait d'abord être évalué – également en relation avec une éventuelle introduction d'un programme de vaccination contre le VPH.
- Compte tenu de l'augmentation des taux d'obésité, des mesures visant à transformer le dépistage opportuniste du cancer colorectal en un programme organisé pourraient être prises pour améliorer la participation.

Diagnostic et traitement

- Le CKCC, en tant que seul fournisseur de traitement contre le cancer dans le pays, joue un rôle central dans l'élaboration des soins contre le cancer. La participation à des programmes d'accréditation internationaux est importante pour garantir que les directives locales en matière de prestation de soins et de traitement progressent conformément aux normes mondiales.
- Un défi actuel est la dotation en personnel adéquate des services de traitement du cancer au CKCC. Alors que le nombre d'oncologues spécialisés s'est considérablement amélioré, il y a un manque de personnel infirmier spécialisé et de personnel administratif général. Le recrutement de ces dernières catégories de personnel doit être une priorité.
- Le nombre d'appareils de radiothérapie s'est amélioré et se rapproche maintenant des normes recommandées. Le nombre croissant de patients nécessite de planifier l'installation de machines supplémentaires pour répondre aux besoins des patients.
- Le processus d'approbation réglementaire des nouveaux médicaments peut être long et bureaucratique. Des moyens de rationaliser ce processus pourraient être envisagés.
- La disponibilité des médicaments modernes contre le cancer (thérapies ciblées et immunothérapies) est bonne et similaire à celle de l'Arabie saoudite, mais inférieure à celle des Émirats arabes unis. Les évaluations actuelles des médicaments sont axées sur le prix des médicaments au lieu de prendre également en compte la valeur qu'ils apportent aux patients. Une évolution vers une évaluation davantage basée sur la valeur à l'aide de l'ETS est en passe de soutenir les décisions de remboursement.
- Certains défis existent dans l'approvisionnement régulier en médicaments déjà remboursés, même pour les médicaments plus anciens avec une disponibilité générique. Une révision du processus d'approvisionnement en médicaments pourrait être envisagée pour éviter de longs délais d'attente avant que les patients ne commencent leur traitement.

Survie

- La réadaptation avec des services de psycho-oncologie existe au CKCC, mais il s'agit encore d'un domaine en cours et des moyens d'augmenter l'accès pour davantage de patients pourraient être envisagés.
- Les aidants proches ayant des emplois réguliers pourraient être mieux soutenus, par exemple par le biais d'un droit à des modalités de travail flexibles et à des congés payés.
- La réintégration sur le marché du travail des survivants du cancer pourrait être soutenue par des modalités de travail flexibles.
- Les survivants du cancer pourraient être protégés contre la discrimination dans l'acquisition de certains services (par exemple, assurance maladie, assurance vie, prêts, hypothèques), en imposant des délais jusqu'auxquels un diagnostic antérieur de cancer doit être divulgué.